

«Moraliser la finance? Ne rêvons pas!»

Professeur d'économie à l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève, Charles Wyplosz observe avec scepticisme les tentatives de réglementer les activités des grandes banques.

Vous faites partie de ceux qui ne croient pas à la moralisation des systèmes financiers, décrétée pourtant un peu partout par les politiques...

Les affaires ne sont pas faites pour l'éthique ou la morale, elles sont faites pour les affaires. Ceux qui disent qu'il faut moraliser le système bancaire, rêvent tout simplement. Cela ne se fera pas. Cela ne s'est jamais fait, cela ne se fera jamais, je le crains fort. De plus, si les banques ne prennent pas de risques, elles n'existent pas, elles ne servent à rien, autant les fermer. Sauf que, quand on prend des risques, il faut en subir les conséquences. Lors de la dernière crise, les banques ont pris des risques et les contribuables ont payé les conséquences. C'est ça qui est inacceptable et qui a déclenché une grande montée de colère dans tous les pays où cela s'est produit, une colère qui n'est pas éteinte.

Mais qui se trompe parfois de cible, les bonus par exemple...

Ce que les gens ont vu de plus immédiat, ce sont les bonus. Moi je gagne mes petits sous et lui il gagne cent fois, mille fois plus et il faudrait que moi je paie des impôts pour le sauver. C'est une réaction épidermique, complètement naturelle, mais qui risque de nous éloigner de mesures à prendre pour rendre les systèmes bancaires moins dangereux. La

réglementation en Suisse, à juste titre, ne s'intéresse pas aux bonus, mais aux prises de risques par les banques.

Vous estimez donc que les propositions de réglementations de l'UBS et de Credit Suisse annoncées récemment vont dans le bon sens?

La Suisse a une longueur d'avance

C'est le premier pays qui prend ce genre de mesures. Elle est évidemment très concernée parce qu'elle possède deux très grosses banques, de celles qu'on ne peut pas laisser tomber sans casser toute l'économie. Les propositions sont assez strictes. Avec notamment le relèvement des réserves que les banques devront avoir, de manière à réduire les risques de faillite. La Suisse a quand même placé la barre très haut. Il faut dire qu'il n'existe pas beaucoup de petits pays avec de si grandes banques. Le risque est donc majeur.

L'autre proposition phare, c'est d'obliger les banques à faire, en quelque sorte, leur testament.

Comment et pourquoi ça?

Lors de la dernière crise, l'UBS était en quasi faillite mais on n'avait pas les moyens techniques de la fermer. Il faut des semaines pour mettre une banque en faillite. Les autorités se sont donc retrouvées pieds et poings liés, avec des banques K.-O., incapables de faire face à leurs pertes, et qu'il a fallu remettre debout. L'idée du testament, c'est de demander aux banques de se découper à l'avance en petits morceaux. En cas de faillite, un morceau servira pour les besoins quotidiens, ceux des dépositaires, les particuliers et les entreprises. De manière à ce que, si demain il faut fermer l'UBS, on puisse le faire en

Charles Wyplosz:
«Lors de la dernière crise, les banques ont pris des risques et les contribuables ont payé les conséquences. C'est ça qui est inacceptable.»

48 heures, sans pénaliser les dépositaires.

Certains milieux comme l'économie suisse trouvent ces mesures trop sévères, risquant de pénaliser UBS et Credit Suisse face à la concurrence étrangère. Un argument recevable?

Non. A supposer que d'autres pays adoptent des contraintes moins fortes, ça signifiera que la place financière suisse sera plus sûre. Si les banques suisses sont connues





comme étant très capitalisées et pouvant être découpées facilement, les dépositaires se sentiront davantage protégés. En réalité, il y a une asymétrie incontournable entre une grande banque internationale basée en Suisse et une banque de la même taille basée aux États-Unis. Si Citybank, une banque américaine de la taille de l'UBS, se casse la figure, les États-Unis peuvent la remonter. Si UBS se casse la figure, la Suisse ne peut pas vraiment la remonter. Il est donc normal que les autorités suis-

ses se montrent rigoureuses. Ces mesures ne vont pas affaiblir la place financière, elles vont juste réduire les profits des banques. L'UBS va donc être moins profitable que d'autres banques, ce qui ne devrait pas angoisser outre mesure les citoyens et les contribuables.

Vous avez pourtant fait part à moult reprises de votre scepticisme face à la possibilité même de réguler un système financier...

Ce ne sont pour l'instant que des

propositions, qui semblent certes bien adaptées. Mais on ne sait jamais à l'avance si les mesures sont les bonnes, parce qu'elles sont toujours contournables. Il va falloir attendre de voir comment elles se mettent en place. Les banques vont faire tout ce qu'elles peuvent pour les contourner.

De quelles armes disposent-elles pour cela?

Elles peuvent inventer de nouveaux produits, créer des filiales, se restructurer. La réglementation

par nature, c'est le gendarme et le voleur. Le gendarme court après le voleur, il est toujours en train de courir derrière, c'est le voleur qui décide où il va. La différence, c'est que dans le domaine bancaire il y a un problème de complexité.

C'est-à-dire?

On invente des produits financiers qui sont extraordinairement compliqués mais qui ne servent à rien pour le consommateur, qui n'apportent rien à l'économie, rien à la croissance. ➔

→ L'avantage, c'est que plus c'est complexe, plus on peut cacher. Une grande partie de l'innovation financière sert à contourner les règles.

Vous critiquez également l'attitude des gouvernements...

Cette crise a démontré, si on avait encore besoin de le faire, le phénomène de globalisation. Tout le monde dépend de tout le monde. Lehman Brothers se casse la figure et c'est toute la planète financière qui trébuche. Il faut donc une réglementation qui reconnaisse le caractère global de la finance. Mais pour cela il faudrait des accords entre les gouvernements. Le problème est que chacun essaie de pousser ses intérêts. Chaque pays voudrait bien que les autres soient très sévères, et l'être lui-même un peu moins, pour rester concurrentiel.

«Il faut une réglementation qui reconnaisse le caractère global de la finance»

C'est un jeu malsain qui rend les accords internationaux difficiles à conclure.

A ce propos vous êtes particulièrement dur avec les pays de l'Union européenne, que vous qualifiez même de «dernier bastion du capitalisme sauvage»...

Les Américains ont pris des mesures de réglementation. Les Suisses ont bougé, les Anglais ont annoncé à peu près ce qu'ils veulent faire. Mais les Européens eux n'ont rien fait. Ils discutent en se regardant par dessus l'épaule et en essayant

d'être toujours moins disant que les autres, tout en faisant de grands discours contre le capitalisme sauvage, les spéculateurs, etc. Sans doute parce que ces gouvernements européens – spécialement les Français et les Allemands – sont largement captifs de leurs banques.

Le G20 y va aussi de ses propositions de réglementation. Mais là, c'est la structure de cette organisation que vous critiquez...

On avait le G7. Tout le monde disait que c'était intenable, parce

que ça se résumait aux blancs d'Europe avec les Etats-Unis et un pauvre japonais. Le G7 ne correspondait plus au monde d'aujourd'hui. Une solution aurait été de faire sortir quelques-uns des sept et d'en faire rentrer d'autres. Une structure représentative du monde tel qu'il est mais suffisamment petite pour fonctionner. Les hommes politiques n'étant pas particulièrement courageux, ils ont choisi de garder le G7 et d'en faire venir treize de plus. On se retrouve maintenant avec une structure plus représentative, mais à vingt, il est impossible de rien décider et même de négocier. Donc, un coup pour rien.

Que faire alors?

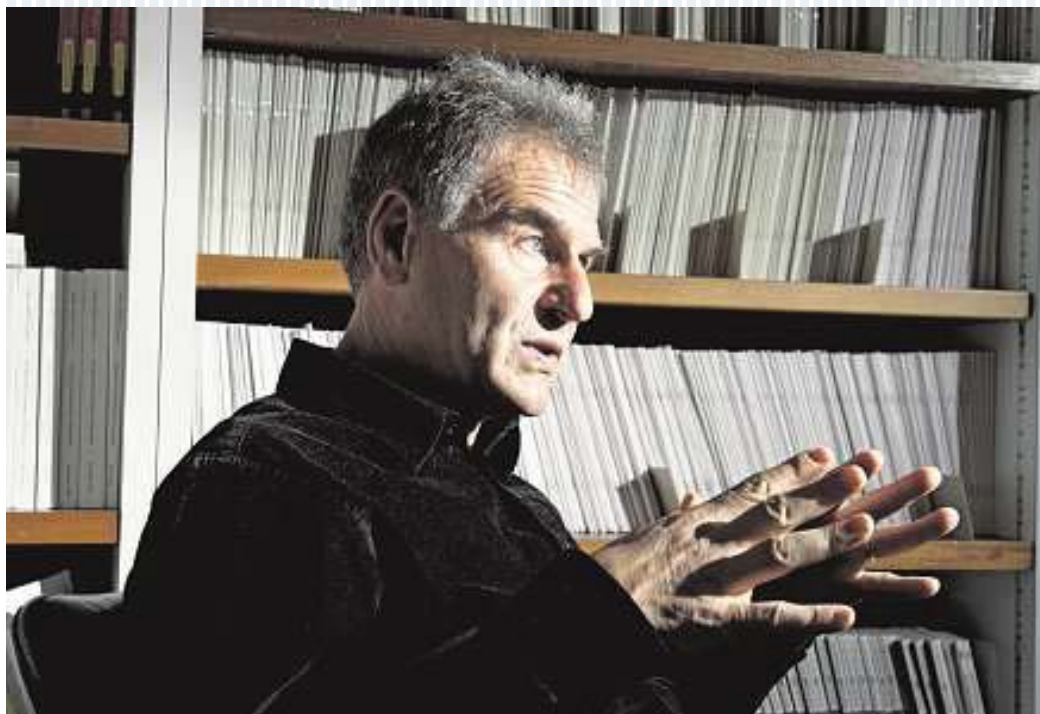
Ce qui marche bien, c'est de décentraliser par sujet. Prenez, par exemple, le comité de Bâle. → Sur une question précise –

Publicité

Prendre de l'âge, cela a son prix. Chez nous, un tout petit prix.

Nos fonds de prévoyance vous en offrent davantage après la retraite. Les frais restant faibles, vous bénéficiez d'un rendement supérieur année après année. A long terme, la différence est notable. C'est pourquoi il vaut la peine de commencer au plus tôt. Faites votre choix parmi quatre fonds de prévoyance présentant des profils de risque différents tout en profitant d'une gestion professionnelle. Informations complémentaires sous www.banquemigros.ch/fondsdeprevoyance ou Service Line 0848 845 400.

BANQUEMIGROS
Elle fait toute la différence.



«L'opacité des banques n'est pas saine du tout»

➔ la réglementation bancaire – on fait venir les techniciens des pays concernés et on leur dit, mettez-vous d'accord sur quelque chose qui soit acceptable politiquement. Ces gens-là sont compétents et en négociation permanente. Cela vaut mieux qu'une réunion de chefs d'Etat qui prennent des décisions sur tout – banques, commerce international, environnement, lutte contre le terrorisme – partent dans des négociations épouvantables et ne comprennent pas les trois quarts de ces choses.

Que penser de l'opacité des transactions financières? Un mal nécessaire?

Il y a différentes sortes d'opacité. L'évasion fiscale par exemple, qui a beaucoup rapporté à la Suisse pendant longtemps. Aujourd'hui c'est terminé, on est arrivé à un stade où ces pratiques ne sont plus tolérées. Une autre opacité concerne ces marchés de gré à gré où on ne sait pas qui réalise quelle transaction avec qui et à quel prix. Et puis il y a l'opacité de ce que font les banques et des produits complexes qu'elles développent précisément pour leur opa-

acité. Quand la crise a éclaté, une des raisons pour laquelle elle s'est diffusée, c'est que personne, pas même les banques, ne savait qui avait fait quoi, qui était exposé et à quels risques. Cette opacité des banques n'est pas saine du tout.

Est-ce que ça va changer? Les réglementations annoncées s'attaqueront-elles aussi à ce manque de transparence?

Il y a la volonté annoncée de le faire. Des discussions sont en cours pour réglementer les marchés de gré à gré, faire que toutes les transactions se réalisent de manière ouverte. Est-ce que ça va se concrétiser? Beaucoup de gens en tout cas ne le veulent pas. On a un problème aussi avec les superviseurs, ces fonctionnaires qui vont regarder ce qui se passe dans les banques. Souvent, ils ne sont pas du niveau et de la compétence des banquiers qu'ils sont censés superviser. Il faut dire que les salaires ne sont pas les mêmes. Ce qu'il faut, c'est trouver un moyen de payer les superviseurs plus cher pour attirer des gens de première qualité, qui soient au moins aussi malins que les banquiers.

Une crise du même genre que celle que nous avons traversée est-elle encore envisageable?

Bien sûr. Un jour, à nouveau, il y aura des banques qui auront pris des risques – d'autres types de risques, qu'on n'aura pas vu venir, parce qu'elles les auront bien cachés, parce qu'elles les cachent toujours. Si un accident de cette sorte se produit tous les cinquante, tous les cent ans, ça vaut la peine. On paie une fois de temps en temps pour les risques qu'on a pris. Si ça doit se reproduire tous les dix ans, par contre, ce n'est pas acceptable. L'idée de la réglementation, ce n'est pas d'éliminer le risque, pas de supprimer la finance, mais de faire qu'elle soit un peu moins risquée. Un peu comme les voitures de Formule 1. Elles pourraient rouler beaucoup plus vite mais il y aurait des morts à chaque fois. Tout l'art de la Formule 1 consiste à faire que les voitures restent des bolides mais qu'on ait qu'un accident mortel seulement tous les cinq ans, ou plus.

Propos recueillis par

Laurent Nicolet

Photos Nicolas Righetti / Rezo

Nouveautés



39.-



Montre-bracelet Request

Acier inoxydable, bracelet en matière synthétique optique cuir / 7605.182

39.-



Montre-bracelet His Tender

Acier inoxydable, bracelet en cuir / 7605.183

49.-



Montre-bracelet Core

Acier inoxydable, bracelet en matière synthétique optique cuir / 7605.184

Les offres sont valables du 19.10 au 18.11.2010 ou jusqu'à épuisement du stock.

Vous trouverez ces produits et bien d'autres encore dans tous les melectronics et les plus grands Migros.

Sous réserve de modifications de prix, de modèles et d'impressions.



www.melectronics.ch Satisfaction garantie.